

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ondo Ossa lâché par les siens

L'ARRESTATION de Mike Jocktane, Thérance Gnembou Moutsona et Saint Éric Zue Ndong, émissaires de l'ex-candidat à la présidentielle, Albert Ondo Ossa, à la frontière avec la Guinée équatoriale, continue de soulever des vagues au sein de la classe politique, y compris au sein de la "Plate-forme Alternance 2023". Mis au centre de cette affaire qui défraie la chronique, le Pr d'économie voit tous ses soutiens s'éloigner de lui.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'AFFAIRE de l'arrestation de Mike Jocktane, Thérance Gnembou et Saint Éric Zue Ndong, à la frontière entre le Gabon et la Guinée équatoriale met la classe politique en émoi et jette un sérieux discrédit sur l'ancien candidat de la "Plate-forme Alternance 2023", Albert Ondo Ossa. À travers un courrier découvert avec ses proches, le natif de Minvoul aurait sollicité la réception par le vice-président de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mangué de ces "trois émissaires" afin de "rétablir l'ordre constitutionnel dans notre nation". Dans un contexte de prise de pouvoir par les militaires au Gabon, cette arrestation soulève de forts soupçons "d'intelligence avec une puissance étrangère". Au point où, dans la dynamique des consultations entre les acteurs politiques et le président de la Transition, le général Brice-Clotaire Oligui Nguema, nombreux parmi ses pairs, gênés aux entournures, dénoncent les contours de cette affaire pour le moins sulfureuse. De Ndong Sima à Paulette Missambo et les autres, ils se désolidarisent de leur allié encombrant. Le premier à monter au créneau a été l'ancien Premier ministre, Raymond Ndong, qui, à travers ses réseaux sociaux, certainement pour manifester son désaveu, a annoncé son retrait de la "Plate-forme Alternance 2023". Sans aller par le dos de la cuillère, il a décrit une situation devenue "confuse". Soutenant que le contexte politique actuel "n'a pas besoin d'initiatives susceptibles de conduire à une situation imprévisible". Pour lui, Albert Ondo Ossa "est de moins en moins convaincu de l'apport des autres membres de cette plate-forme à son succès et attribue désormais ce résultat à sa campagne éclair". C'est dire que le candidat surprise de leur

mouvement à la présidentielle annulée par le CTRI donne l'impression de naviguer pour son propre compte sans tenir compte de ses alliés et anciens "compagnons" de lutte contre le régime déchu. Pourtant, selon Ndong Sima, la "Plateforme Alternance 2023" avait été mise en place pour deux objectifs : l'identification d'un candidat consensuel, l'adoption d'un programme de gouvernement. "Si le premier objectif a bien été atteint, ce n'est pas le cas du second. On comprend désormais mieux pourquoi", a-t-il pesté. Tout en confortant son adhésion à la prise du pouvoir par le CTRI, il s'est dit "disponible pour toute initiative, toute concertation susceptible de contribuer à une restauration inclusive des institutions et à la relance de notre économie".

De leur côté, Paulette Missambo et Alexandre Barro Chambrier disaient déjà ne pas être concernés par les derniers développements de l'actualité liée aux arrestations de deux (2) des leurs à la frontière avec la Guinée équatoriale. (Lire par ailleurs). De ce fait, cette affaire vient également mettre au grand jour, les dissensions nées de la période post-électorale, ainsi que de l'arrivée au pouvoir du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI).

Albert Ondo Ossa, en l'espace d'un mois, après l'affaire de l'audio dont les ficelles n'ont pas encore été démêlées, voit son image écornée davantage. Tout comme, il s'arc-boute sur une prétendue victoire alors qu'il avait été déclaré battu par le CGE.

De toute évidence, le professeur d'économie à la retraite se retrouve dans une posture qui peu lui envient. Au moment où le pays, à travers l'avènement d'une transition porteuse d'espoir pour tous, l'idée de le voir exclu du processus actuel n'augure rien de bon pour celui qui rêve d'être président de République un jour.



Photo: Scott Ngokila

Finie l'époque où Ondo Ossa faisait l'unanimité.



Photo: Jocelyn Abila